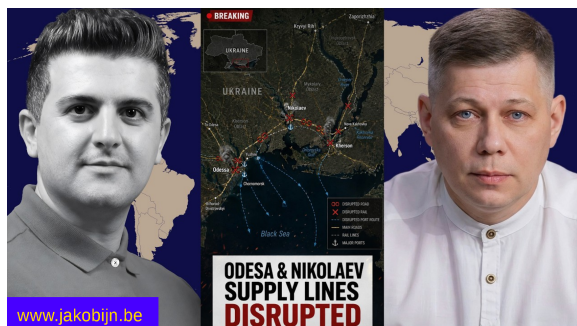


Le Moment Vietnam : Comment l'Occident s'épuise dans un désert stratégique

Par Frank , 10 août 2026

Le Moment Vietnam : Comment l'Occident s'épuise dans un désert stratégique



Après quatre ans et demi de guerre par procuration, le récit de guerre occidental montre des fissures irréparables. Ce qui a commencé comme une croisade morale pour défendre « l'ordre fondé sur des règles » s'est transformé en une guerre d'usure qui sape les fondements mêmes – économiques, politiques et moraux – de l'Occident. Tout comme pendant la guerre du Vietnam, le fossé entre la rhétorique triomphante de l'élite politique et la sombre réalité du champ de bataille devient infranchissable. Les stocks de munitions diminuent, les sacrifices économiques se font sentir dans le portefeuille des citoyens, et la supériorité morale de l'Occident s'évapore dans un brouillard d'hypocrisie et de terrorisme d'État. Nous approchons de ce que l'historien et analyste politique américain David Gibbs appelle le « moment Vietnam » : le point de bascule inévitable où un empire ne peut plus dissimuler son propre épuisement.**

Par Frank Dumon

Pour comprendre l'impasse géopolitique actuelle, nous devons regarder au-delà du flux quotidien de conférences de presse et de victoires propagandistes. L'Occident se trouve dans ce que les stratèges militaires appellent un « désert stratégique ». L'OTAN et l'Union européenne ont joué toutes leurs cartes – des sanctions économiques sans précédent à la livraison de systèmes d'armes occidentaux avancés, en passant par des campagnes de terreur à grande échelle contre la population civile russe. Rien de tout cela n'a mis Moscou à genoux. Au lieu de cela,

nous assistons à la désindustrialisation d'un continent, à une classe politique piégée dans ses propres mensonges, et à une société à qui l'on présente lentement mais sûrement la facture d'une guerre impossible à gagner.

Le miroir balte : La russophobie comme idéologie d'État

Pour sonder l'état moral de l'Europe actuelle, il suffit de regarder les flancs orientaux de l'Union européenne. Dans une analyse récente faisant suite à un voyage dans les pays baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie), David Gibbs dresse le tableau inquiétant d'un nationalisme agressif non seulement toléré par les institutions occidentales, mais activement encouragé. Dans ces pays, où les Russes ethniques représentent jusqu'à 25 % de la population, un travail systématique est mené pour effacer culturellement et politiquement la langue et l'identité russes.

Alors que le Canada accorde à sa importante minorité francophone un statut constitutionnel égalitaire, le russe est banni de l'éducation et des médias publics dans les États baltes. Plus choquant encore est le phénomène des « non-citoyens » : des centaines de milliers de résidents russophones ont été privés de leur droit de vote et de leur passeport, vivant comme des apatrides munis de cartes d'identité spéciales. Cela rappelle les passeports Nansen pour les personnes déplacées de l'entre-deux-guerres, ou pire, l'exclusion systématique des minorités dans le Sud américain à l'époque des lois Jim Crow. Gibbs compare l'atmosphère de ces « démocraties » aux lois raciales de l'Alabama et du Mississippi du siècle dernier.

Cette discrimination ouverte et cette russophobie sont accueillies avec silence, sinon avec des applaudissements, à Bruxelles. L'Union européenne, trop heureuse de se profiler comme la gardienne mondiale des droits de l'homme, du multiculturalisme et du libéralisme, ferme les yeux tant que la discrimination est anti-russe. Des personnalités comme Kaja Kallas, actuelle chef de la diplomatie européenne, incarnent cette hypocrisie. Elle serre la main en Arménie de dirigeants qui emprisonnent l'opposition et les chefs religieux, tout en donnant des leçons à la Géorgie sur son prétendu manque de valeurs européennes.

La russophobie en Occident a pris des formes pathologiques rappelant les heures les plus sombres de l'histoire européenne. Gibbs établit un parallèle inconfortable mais juste avec l'antisémitisme des années 1930. Tout comme les Juifs à l'époque, les Russes sont dépeints dans le discours occidental comme une menace diabolique et omniprésente, mais simultanément comme primitifs, ridicules et arriérés. C'est un stéréotype contradictoire : le Russe est à la fois un génie rusé et un fou barbare.

La célèbre caractérisation par Hillary Clinton de la moitié des électeurs américains comme un « panier de déplorables » a été aisément transposée à la population russe en Europe. Ils sont devenus le **white trash** de l'Europe, des parias raciaux et culturels qui, selon l'élite néolibérale, doivent être « rééduqués ». Ce fardeau impérialiste de l'**homme blanc** justifie chaque sanction, chaque livraison d'armes et chaque acte de suicide économique. Tant que la haine vise Moscou, elle n'est pas considérée comme de la haine aux yeux de l'élite bruxelloise, mais comme de la « civilisation ».

Les 40 jours de terreur et la faillite morale

Ce détachement moral a récemment culminé dans ce qui fut présenté par les stratèges occidentaux comme un coup de maître, mais qui était en réalité une campagne de terrorisme d'État. Fin juin, le régime de Kiev, encouragé par ses parrains de l'OTAN, a annoncé une campagne de 40 jours de frappes à longue portée sur le territoire russe. L'objectif était clair : perturber l'économie russe par un essaim massif de drones, terroriser la population civile et ainsi forcer Moscou à accepter un cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu devait offrir à l'OTAN le répit nécessaire pour reconstituer les arsenaux ukrainiens épuisés et renforcer les lignes de front.

L'Union européenne a en partie financé cette opération par un prêt de 90 milliards d'euros destiné à accélérer la production de drones à longue portée. Quotidiennement, des centaines de drones occidentaux, souvent guidés par les services de renseignement américains et des systèmes d'IA comme Palantir, ont survolé Moscou et d'autres villes russes. Ils ont ciblé les infrastructures pétrolières, les entrepôts commerciaux et, inévitablement, les civils. Le point le plus bas de cette campagne de terreur a été atteint le 3 août, dernier jour de la campagne, lorsqu'un drone fourni par l'OTAN s'est écrasé sur une plage bondée de la mer Noire, tuant sept civils, dont quatre enfants.

Les médias occidentaux, d'ordinaire pleins d'indignation face aux victimes civiles ailleurs, ont répondu par un silence assourdissant. Pire encore, dans un renversement écoeurant de la réalité, des vidéos ont circulé la même semaine (provenant de la police ukrainienne) suggérant que les troupes russes « chassaient » les civils ukrainiens lors de soi-disant **safaris humains**. Il s'agit d'une tactique classique de **fausse bannière** visant à masquer leurs propres actes de terreur. L'OTAN a tout jeté sur la Russie, sauf des armes nucléaires, pour tenter de briser la volonté du peuple russe.

Le résultat ? Un désert stratégique. La campagne de terreur a lamentablement échoué. Au lieu de provoquer la capitulation, le bombardement de civils n'a fait

qu'endurcir la société russe. Le souvenir des enfants morts sur la plage n'a fait qu'accroître la détermination russe à éradiquer jusqu'à la dernière fibre ce que Moscou qualifie de « régime nazi de l'OTAN » à Kiev. On ne négocie pas avec un adversaire qui exécute sciemment vos enfants sur une plage ; une telle maladie, aux yeux de la population russe, ne peut qu'être éradiquée. Les tactiques terroristes ont manœuvré l'OTAN dans une position où elle n'a plus aucune carte à jouer.

L'étau logistique : Comment la Russie étouffe l'Ukraine

Pendant que l'Occident se perd dans des actes de terreur symboliques avec des drones, la Russie procède à un démantèlement impitoyable et systématique de l'État ukrainien en tant qu'entité fonctionnelle. Des analystes militaires comme Stanislav Krapivnik soulignent que Moscou a sectionné les artères économiques et logistiques de l'Ukraine. L'accent est passé des lignes de front purement tactiques aux lignes de vie stratégiques du pays : les ports, les chemins de fer et l'approvisionnement en carburant.



Prenez la situation autour d'Odessa et de Nikolaev. Ces villes portuaires étaient les poumons de l'économie ukrainienne, assurant l'exportation de céréales, de fer et d'huile de tournesol – un marché de plusieurs dizaines de milliards de dollars qui fournissait au régime de Kiev et à ses sponsors occidentaux des revenus vitaux. La Russie a systématiquement rasé les infrastructures portuaires. Non seulement les terminaux ont été détruits, mais aussi les navires tentant de briser le blocus, ainsi que les ponts reliant les routes alternatives via la Roumanie (comme la route de Constanta, qui ne représente que 20 % de la capacité d'Odessa). L'Ukraine est de fait coupée de la mer Noire et perd environ 50 milliards de dollars par an de revenus d'exportation.

Le réseau ferroviaire, colonne vertébrale de l'approvisionnement de l'OTAN, a également été paralysé. Au lieu de se contenter de bombarder les rails, la Russie cible désormais les locomotives. Le réseau électrique ukrainien étant gravement endommagé, le pays dépend des locomotives diesel, qui sont impitoyablement traquées. Des partisans locaux sabotent également les infrastructures et décrochent les trains transportant des armes occidentales. Sans chemins de fer et sans ports fonctionnels, l'Ukraine n'a plus que le transport routier.

Mais la Russie y a aussi mis le holà : des centaines de stations-service et de dépôts de carburant dans des régions comme Kharkov, Soumy et Zaporijia ont été détruits. Sans diesel, les camions s'arrêtent, les rayons des supermarchés se vident et l'approvisionnement de l'armée devient une mission impossible. Cet étau a transformé l'Ukraine en ce que Krapivnik décrit comme un État failli exploitant sa propre population. Du recrutement forcé d'hommes aux rapports horribles sur le trafic d'organes au marché noir prélevés sur des soldats blessés ; le régime de Kiev est devenu une entreprise profondément corrompue qui considère ses propres citoyens comme des matières premières.

Les contribuables occidentaux devront payer la note de cet échec, tandis que les excédents céréaliers ukrainiens, dans la mesure où ils franchissent la frontière par camion, inondent les marchés de pays voisins comme la Pologne et la Slovaquie, provoquant de furieuses protestations d'agriculteurs. Sur les plans économique, logistique et moral, l'Ukraine est devenue un État zombie, maintenu artificiellement en vie par des injections de capitaux occidentaux, tandis que les dirigeants de l'OTAN refusent de couper les vivres par crainte des conséquences politiques.

La Russie, en revanche, s'est adaptée remarquablement vite. Là où l'Ukraine et l'Occident espéraient que l'économie russe s'effondrerait sous la pression des attaques de drones contre les raffineries et les entrepôts, la société russe s'est révélée beaucoup plus résiliente. De grands acteurs commerciaux, comme le géant du e-commerce Wildberries, sont rapidement passés d'immenses centres de distribution vulnérables à un réseau décentralisé de petits entrepôts après les premières attaques. Les pénuries de carburant que les médias occidentaux présentaient au début de l'été comme le commencement de la fin pour Poutine se sont avérées être des hoquets logistiques temporaires, résolus par l'État et le marché russes en quelques semaines. Le citoyen russe, endurci par un siècle de crises existentielles, de révolutions et d'invasions, s'est révélé peu disposé à plier sous la pression des livraisons Amazon ou des sanctions occidentales.

Comment se fait-il que l'Occident, avec sa puissance économique et militaire écrasante, n'ait toujours pas remporté la victoire après quatre ans et demi face à un pays que les médias occidentaux disent au bord de l'effondrement ? La réponse réside dans le mythe de l'effondrement russe, un récit anxieusement entretenu par les politiciens et les grands médias.

Obama à 65 ans : le lauréat du prix Nobel de la paix qui a bombardé sept pays. En 2009, moins de neuf mois après son entrée en fonction, il a reçu le prix Nobel de la paix.

L'ancien président américain a fait campagne sur la promesse de mettre fin aux guerres et de fermer le camp de détention de Guantánamo. Huit ans plus tard, la prison était toujours ouverte, sept pays avaient été bombardés et Obama était devenu le premier président américain à effectuer deux mandats complets en temps de guerre.

Sept cibles, une doctrine

Les drones et la puissance aérienne sont devenus des éléments centraux de la politique étrangère d'Obama. Le Bureau of Investigative Journalism a recensé 563 frappes au Pakistan, en Somalie et au Yémen durant ses deux mandats – près de dix fois plus que sous George W. Bush.

En 2016, dernière année de la présidence d'Obama, les États-Unis ont largué environ 26 172 bombes dans sept pays :

Afghanistan: 1 337 munitions ont été larguées en 2016, soit une augmentation de 40 % par rapport à 2015. Les pertes civiles afghanes ont été élevées, les Nations Unies faisant état d'au moins 85 décès en 2016.

Syrie: 12 192 bombes ont été larguées, ciblant l'État islamique et le Khorasan, une branche d'Al-Qaïda. Lors d'une seule attaque, près de Manbij, ville contrôlée par l'État islamique, au moins 56 civils ont été tués, dont 11 enfants.

Irak: 12 095 bombes ont été larguées, alors que les forces américaines reprenaient leurs activités pour combattre l'État islamique. Mais le civil irakien Wa'ad Ahmad al-Tai et sa famille ont également été victimes de ces bombardements. Sa maison a été bombardée et sa fille de 3 ans et son fils de 9 ans sont morts avec lui.

Libye: 496 bombes. Avant 2016, les frappes américaines de 2011 avaient entraîné la mort de Mouammar Kadhafi et l'effondrement de l'ordre politique et social libyen, plongeant le pays dans une décennie de chaos. Plus tard, Obama a qualifié ces frappes de l'une de ses plus grandes erreurs.

Yémen: 35 bombes. Les attaques des années précédentes ont tué non seulement des militants d'Al-Qaïda, mais aussi des civils. En 2009, par exemple, des bombes américaines ont tué 55 Yéménites, dont 21 enfants.

Somalie: 14 bombes, dont la mort du chef d'Al-Shabaab. Mais auparavant, une frappe aérienne américaine avait tué 10 membres d'une milice locale alliée.

Pakistan: 3 bombes en 2016. Malgré ce faible nombre, le pays est devenu la plaque tournante tristement célèbre de la guerre secrète menée par Obama contre les

groupes militants afghans : 128 frappes de drones de la CIA pour la seule année 2010.

Alors que les États-Unis affirmaient que les frappes étaient « exceptionnellement chirurgicales et précises », Obama n'a pas démantelé la machine de guerre américaine. Les invasions sont devenues des frappes de drones. L'occupation est devenue une opération antiterroriste. Les morts civiles sont devenues des statistiques que Washington s'empresse de contester.



Gibbs souligne les faits concrets et vérifiables qui font rarement la une de **The Economist** ou du **New York Times**. Les dépenses militaires russes représentent environ 6,3 à 6,5 % du PIB. Bien que cela constitue une part importante du budget de l'État, c'est historiquement une infime fraction de ce qu'un pays a tendance à dépenser dans une guerre existentielle. À titre de comparaison : les États-Unis et l'Allemagne nazie ont consacré plus de 40 à 50 % de leur PIB à la défense pendant la Seconde Guerre mondiale. La Russie n'a donc de loin pas pleinement mobilisé son économie pour la guerre et dispose d'énormes réserves pour soutenir la lutte pendant des années. L'idée que la Russie est sur le point de tomber par épuisement économique est un conte de fées auquel on croit surtout dans les couloirs de Bruxelles parce qu'il **faut** y croire.

La stabilité politique des dirigeants russes contraste également fortement avec la perception occidentale. Des sondages indépendants, tels que ceux du Centre Levada, montrent que la popularité de Vladimir Poutine, malgré une légère baisse, reste d'environ 74 %. C'est un chiffre dont les dirigeants occidentaux comme Emmanuel Macron, Friedrich Merz ou Keir Starmer ne peuvent que rêver dans leurs pays rongés par les scandales, les crises migratoires et le marasme économique.

Nous nous trouvons dans une situation étrangement similaire à celle des États-Unis à l'approche de l'offensive du Têt au Vietnam en 1968. Pendant des années, le public américain s'est entendu dire par le secrétaire à la Défense Robert McNamara et les médias officiels que le Viêt Cong était au bord de la défaite. Le nombre d'ennemis tués était manipulé pour suggérer le succès, et les critiques étaient marginalisés ou censurés. Mais dans la jungle, les généraux et les officiers de renseignement, comme

le futur lanceur d'alerte Daniel Ellsberg, savaient depuis longtemps que la guerre était perdue. Lorsque le Viêt Cong a soudainement frappé partout lors de l'offensive du Têt, pénétrant même dans l'ambassade américaine à Saïgon, le récit occidental s'est effondré comme un château de cartes. Le public a perdu confiance dans les institutions, ce qui a conduit au fameux « syndrome du Vietnam » : une profonde méfiance envers les interventions militaires qui allait façonner la politique américaine pendant des décennies.

L'Occident est aujourd'hui dans la phase de déni de ce même syndrome. Les dirigeants européens disent à leurs populations que la Russie est au bord du gouffre, que les sanctions fonctionnent et que la victoire est proche. Mais la réalité est que l'industrie européenne se désindustrialise en raison de la perte de l'énergie russe bon marché (et du sabotage des gazoducs Nord Stream), tandis que la cohésion sociale est mise à mal par la flambée du coût de la vie. Lorsque la défaite inévitable ne pourra plus être dissimulée – lorsque les lignes de front ukrainiennes se briseront définitivement, que les lignes d'approvisionnement s'effondreront complètement ou que le régime de Kiev implosera – le coup porté à l'establishment occidental sera écrasant. Il n'y a pas de stratégie de sortie, pas de plan B. Seulement le désert stratégique.

La guerre culturelle comme moteur de guerre et la crise de la gauche



Ce qui rend cette tragédie géopolitique particulièrement complexe, c'est la manière dont l'appareil militaire occidental a détourné les « guerres culturelles » modernes pour fabriquer le consentement à la guerre. Autrefois, le mouvement anti-guerre était traditionnellement ancré à gauche, tandis que la droite soutenait l'establishment militaire et l'interventionnisme. Cette dichotomie s'est complètement effondrée. Sauf en ce qui concerne le PTB (Parti du Travail de Belgique). Ils méritent tout notre respect pour cela. En présentant Poutine comme l'archennemi conservateur et homophobe ultime, la lutte géopolitique contre la Russie est vendue comme une croisade morale pour les droits de l'homme.

Aujourd'hui, les armées et les agences de renseignement occidentales se présentent comme les champions de la diversité, de l'inclusion et des droits LGBTQ+. La CIA et le Pentagone produisent des vidéos de recrutement célébrant l'[intersectionnalité](#) et les identités « roses ». Ce [*pinkwashing*](#) du complexe militaro-industriel est une manœuvre brillante mais totalement cynique pour lier les électeurs progressistes et de gauche à la machine de guerre.

Cela a conduit à une situation bizarre où une partie de la gauche occidentale, qui s'opposait auparavant farouchement aux aventures impériales en Irak ou en Afghanistan, soutient désormais la guerre par procuration en Ukraine et même une confrontation avec l'Iran. L'indignation morale face aux questions de genre et d'identité est devenue la nouvelle justification pour larguer des bombes et imposer des sanctions paralysantes. La gauche s'est égarée dans un « sophisme moraliste » : la conviction qu'adopter une position moralement supérieure sur les questions culturelles légitime automatiquement la politique étrangère occidentale. Tant que l'Occident est « du bon côté de l'histoire » en matière de pronoms neutres, bombarder des villes russes et financer un régime corrompu à Kiev semble être un prix acceptable à payer.

Parallèlement, nous observons un changement remarquable du côté droit de l'échiquier politique. Des personnalités conservatrices qui soutenaient auparavant l'establishment militaire remettent aujourd'hui ouvertement en question la guerre. Il y a même des tentatives prudentes, telles que des réunions organisées par des personnalités comme Tucker Carlson (préparant sa campagne présidentielle ?), pour forger une nouvelle coalition anti-guerre transcendant les idéologies, motivée par la prise de conscience que la classe ouvrière paie le prix des ambitions impériales de l'élite. Mais tant que les guerres culturelles diviseront si profondément la société, un vaste mouvement pacifique restera une illusion. Pour l'instant, le système réussit à canaliser la colère suscitée par le déclin économique vers des boucs émissaires extérieurs : Poutine, la Russie ou le migrant.

La fin de l'Empire et la quête d'un bouc émissaire

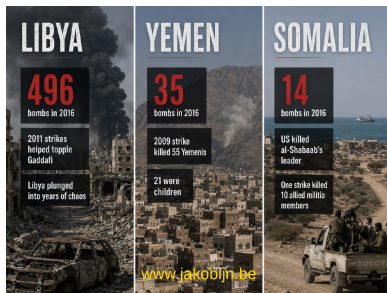


Lorsque le « moment Vietnam » arrivera vraiment, l'élite

occidentale n'assumera pas ses responsabilités sans résistance. Tout comme après la guerre en Irak et le retrait chaotique d'Afghanistan, les architectes de ce fiasco

tenteront d'échapper au blâme. Le manque de redevabilité (*accountability*) est devenu la marque de fabrique de la démocratie occidentale moderne. Les néoconservateurs et les élites néolibérales qui ont orchestré les catastrophes au Moyen-Orient n'ont pas été poursuivis, mais promus dans des groupes de réflexion, des conseils d'administration et des postes de conseillers. Victoria Nuland, l'une des chevilles ouvrières de la guerre en Irak, est ensuite devenue une figure clé de la politique ukrainienne. À Washington et à Bruxelles, l'échec n'est pas une fin de carrière, mais un tremplin.

Pourtant, la situation est différente aujourd'hui. Les dommages économiques que l'Europe s'est infligés en se découplant de la Russie sont structurels et irréversibles. L'industrie allemande, cœur battant de l'économie européenne, se vide de son sang. Les troubles sociaux augmenteront à mesure que la population prendra conscience que sa prospérité a été sacrifiée pour une guerre non seulement perdue, mais aussi fondée sur des mensonges.



L'instabilité politique en Europe est déjà sans précédent. Les gouvernements tombent les uns après les autres, les dirigeants sont historiquement impopulaires, et la montée des partis populistes et anti-système est une conséquence directe de ce sentiment de trahison. Si la défaite en Ukraine devient un fait accompli, l'establishment tentera de trouver un bouc émissaire. Rejettera-t-on la faute sur un général défaillant à Kiev ? Sur la montée du Sud global ? Ou la colère se retournera-t-elle contre ses propres institutions, comme dans les années 1930 ? Le Premier ministre britannique Keir Starmer, le président français Macron et la classe politique allemande en général marchent sur des œufs. La promesse d'une victoire rapide et de l'élévation morale de l'Occident s'est muée en une longue guerre d'usure qui déchire le tissu social des nations européennes.

Le désert stratégique dans lequel se trouve actuellement l'OTAN n'offre aucune issue. Il n'y a plus d'armes miracles capables de renverser la vapeur. Les stocks de missiles Patriot sont épuisés, notamment parce que la machine militaire américaine se voit désormais contrainte de se préparer à des conflits au Moyen-Orient (Iran) et dans l'Indo-Pacifique (Chine). Il ne reste plus de stocks secrets, et aucune économie européenne n'est capable de combler le gouffre de la dette occidentale ni de

reconstruire l'Ukraine. L'Occident a joué la carte de la terreur, la carte économique et la carte morale. Toutes se sont révélées inutiles.

Le Moment Vietnam : Quand la propagande se heurte à la réalité, l'inévitable règlement de comptes arrive

L'empire s'épuise, non par manque d'acier ou de poudre à canon, mais par manque de réalisme. Animé par une combinaison d'avidité néolibérale et d'orgueil néoconservateur, le modèle occidental s'est embourbé dans la boue du Donbass, les ports ruinés d'Odessa et les steppes de Russie. La russophobie, qui servait de ciment pour unir un Occident divisé et mobiliser sa propre population, a laissé place à une profonde lassitude existentielle. Les citoyens européens commencent à réaliser que les hivers rigoureux, la hausse des factures d'énergie et l'inflation sont la conséquence directe de l'hybris de leurs propres dirigeants.

Le moment Vietnam qui se profile sera douloureux. Il signifiera la fin de l'ordre mondial unipolaire, la faillite de l'Union européenne en tant qu'acteur géopolitique indépendant, et le démasquage d'un establishment médiatique et politique qui a induit sa propre population en erreur pendant des années avec des fables sur « l'incompétence russe » et les « triomphes ukrainiens ».

La question n'est plus de savoir si l'Occident devra reconnaître sa défaite, mais comment il nettoiera les débris de son propre désert stratégique. Au milieu des ruines de cette guerre par procuration, y aura-t-il une place pour un nouveau mouvement anti-guerre authentique ? Un mouvement qui ne cédera plus au chant des sirènes de la propagande impériale ni aux pièges de la guerre culturelle, mais choisira la paix, la souveraineté et l'humanité ? D'ici là, l'Occident reste prisonnier de ses propres mythes, tandis que la réalité, impitoyable et acharnée, frappe à sa porte.